

Affaires d'Irlande

John Lemoinne

LU AVEC LIREGRATUITEMENT.COM

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

Affaires d'Irlande

AFFAIRES D'IRLANDE.

Monsieur, vous avez déjà parlé de l'Irlande, mais les affaires de ce pays ont pris, dans ces derniers temps, un tel caractère de gravité, qu'il ne peut être superflu d'en parler encore. La question irlandaise paraît dominer en ce moment les autres préoccupations de l'Angleterre ; cette plaie séculaire, qui semblait se fermer peu à peu, s'est ouverte tout à coup plus large et plus vive que jamais. Les difficultés ont l'air de naître les unes des autres sous les pas du gouvernement anglais. Aux embarras extérieurs succèdent les embarras intérieurs, dont l'état de l'Irlande constitue sans contredit le plus sérieux. Il est facile de voir que l'Angleterre commence à douter de sir Robert Peel. Il a beaucoup mieux résolu les questions extérieures qu'il ne paraît devoir aplanir les difficultés intérieures. Il a mis fin à la guerre dans l'Inde, à la guerre dans la Chine, aux chances de guerre en Amérique et même en Europe, mais il n'a pas eu le même bonheur quand il s'est trouvé aux prises avec les complications domestiques. Jamais peut-être homme d'état ne s'était vu placé dans une position plus magnifique ; mais aussi plus périlleuse. Son pays avait en lui une confiance sans bornes ; il avait mis toute sa foi, tout son espoir dans son expérience, dans son esprit de ressources. Le vaisseau de l'état, et nul pays ne peut mieux que l'Angleterre justifier l'emploi de cette locution un peu banale, le vaisseau de l'état allait droit sur les brisans, et il fallait une main ferme et sûre pour l'arrêter dans cette course précipitée. Quelqu'opinion qu'on pût

avoir de sir Robert Peel, tout le monde néanmoins s'accordait à reconnaître qu'il était l'homme désigné par la voix publique. Il arriva donc au pouvoir en maître, en dictateur, porté par la nécessité, et il en usa sans réserve. On se souvient encore de ces séances solennelles où, au milieu d'un silence de mort et de l'anxiété universelle, le chef du gouvernement exposait ses plans dans un superbe langage. C'était le beau temps de sir Robert Peel ; ç'a été un moment unique dans sa vie, moment d'audace et de triomphe qui ne se voit pas deux fois.

Il n'a fallu que quelques mois pour retourner la médaille. Le premier ministre avait taillé dans le vif sans s'inquiéter de blesser ses amis plus encore que ses ennemis ; il avait remanié de fond en comble toute l'économie politique de l'Angleterre, parce qu'à de grands maux il fallait de grands remèdes. On a attendu le résultat, puis il s'est trouvé, que, malgré des ressources extraordinaires, les ressources des temps de guerre, le budget n'était pas mieux portant qu'autrefois. L'insuccès de ses mesures financières a été le premier échec de sir Robert Peel, la première atteinte portée à sa renommée d'infaillibilité. Populaire, il ne l'a jamais été, il ne l'est pas, il ne le sera jamais, parce que son caractère, public et privé, n'y prête pas. Mais on comptait sur lui comme sur un homme inépuisable en expédiens ; on l'attendait à l'œuvre avec une sécurité qui avait quelque chose de très alarmant pour lui. Aussi, qu'est-il arrivé ? Il n'y a pas deux ans qu'il est au pouvoir, et déjà on commence à n'avoir plus confiance en lui. Ce n'est pas qu'on se tourne vers d'autres, car on sent qu'il est encore l'homme indispensable ; mais on est mécontent, on est découragé, et, en ce moment, sir Robert Peel trouve à peine une voix pour le défendre dans toute la presse anglaise.

Il y a une certaine injustice dans cette réaction qui se fait en Angleterre contre sir Robert Peel. On va trop vite dans le désappointement comme on avait été trop loin dans l'espoir. Si l'homme a été au-dessous des évènemens, c'est que les évènemens étaient trop forts pour les ressources humaines. Si le budget n'a pas été rétabli du premier coup, cela prouve seulement qu'il était très malade, et qu'il a besoin d'une plus longue convalescence. Cependant il y a un point sur lequel sir Robert Peel est plus vulnérable, c'est l'Irlande.

Le gouvernement de l'Irlande a toujours été le côté faible des tories. Vous connaissez cette phrase si souvent citée que prononça sir Robert Peel quand il quitta le ministère en 1835. « L'Irlande, dit-il alors, était ma grande difficulté. » En effet, il n'était pas encore, à cette époque, assez le maître de son parti pour pouvoir le rendre modéré ; et, d'un autre côté, tenter de gouverner l'Irlande par les orangistes, c'était y provoquer infailliblement une révolte et une guerre civile. Six années s'écoulèrent pendant lesquelles les whigs gouvernèrent, ou plutôt administrèrent humainement l'Irlande, et y adoucirent la violence des passions de parti ; et pendant lesquelles aussi sir Robert Peel forma et organisa le parti puissant qui prit le nom de parti conservateur. Quand, en 1841, il revint au pouvoir, il semblait avoir perdu toute inquiétude au sujet de l'Irlande, résolu qu'il était à ne rien changer à la politique qu'y avaient suivie ses prédécesseurs Ce fut là que le coup d'œil si clairvoyant de cet homme d'état fut mis en défaut. Sir Robert Peel crut avoir tout fait en nommant au gouvernement de Dublin un homme doux et faible, et il oublia que la neutralité était impossible en Irlande. Il eut un système de politique négative ; il ne fit point de mal, mais il ne fit point de bien ; il ne fit rien, ce qui est toujours un grand tort pour un gouverne-

ment. Pendant un an, cette sécurité sembla justifiée ; l'Irlande ne bougea pas ; M. O'Connell, qu'on nous passe le mot, fit le mort ; il parut se contenter de se faire nommer lord maire et de parader dans son costume officiel. Les murmures confus qui de temps à autre se faisaient jour étaient perdus dans le tumulte des grands débats dont retentissait alors le parlement anglais. On parlait de la Syrie, de la Chine, de l'Afghanistan, des céréales, de l'income-tax, que sais-je encore ? du droit de visite, si vous voulez, et on oubliait l'Irlande et les trésors d'amertume qu'elle amassait dans l'ombre et dans le silence. Mais voici que tout à coup la difficulté reparaît. Le nuage, qu'on n'avait pas vu poindre à l'horizon, grossit et s'avance, et l'on s'aperçoit avec étonnement qu'il est près d'éclater.

Qu'y a-t-il donc de changé ? Rien que les hommes au premier abord, car les choses semblent être restées les mêmes. Mais c'est ici, monsieur, qu'apparaissent toutes les difficultés d'un gouvernement tory et exclusivement protestant en Irlande. Il ne faut pas croire qu'on puisse secouer son passé comme on secoue la poussière de ses souliers. De durs, de cruels, de sanglans souvenirs sont associés, dans le cœur des Irlandais, au seul nom des tories. Les conservateurs d'aujourd'hui portent le poids des violences de leurs pères, et eux-mêmes, disons-le, ne sont pas exempts de reproche. Pendant les dix années qu'ils ont passées dans l'opposition, n'est-ce pas l'Irlande qui a été le but de toutes leurs attaques ? Dans la chambre des lords, dans la chambre des communes, dans les banquets, dans les églises, du haut des chaires, du haut des hustings, l'Irlande et le catholicisme, le pape et O'Connell, n'étaient-ils pas chaque jour dénoncés à l'Angleterre protestante ? Et notez bien que les tories étaient poussés fatalement dans cette voie, que cette conduite était une consé-

quence forcée de leur position. Le ministère de la réforme, le gouvernement de lord Melbourne et de lord John Russell avait avant tout pour appui l'Irlande. Le parti irlandais formait dans la chambre des communes l'appoint de la majorité ; il était comme un bouclier qu'il fallait traverser avant d'arriver jusqu'au ministère. De là vint que, pour renverser lord Melbourne et lord John Russell, il fallut d'abord abattre M. O'Connell et son parti, qu'on appelait sa queue, et que tous les coups destinés au ministère portèrent d'abord sur l'Irlande. L'opposition, conduite par sir Robert Peel, lord Stanley, lord Lyndhurst, eut dès-lors deux objets : l'un de paralyser l'action du ministère dans la législature, et de lui enlever l'appui des Irlandais en leur prouvant qu'il ne pouvait rien pour eux, l'autre de le perdre dans l'esprit du pays en soulevant contre lui l'orgueil national et la jalousie religieuse. L'un et l'autre de ces objets furent atteints. Dans la chambre des communes, toute mesure favorable à l'Irlande fut invariablement combattue, fut rejetée, ou ne fut concédée que mutilée et à la dernière extrémité. Heureusement le gouvernement de l'Irlande, dans ses conditions actuelles, est une affaire d'administration plus que de législation ; il est moins important d'y faire de nouvelles lois que d'y bien exécuter celles qui existent déjà. Aussi, le ministère whig compensait-il son impuissance législative par son impartiale administration, corrigeant ainsi les choses par les hommes ; mais dans le parlement, il ne pouvait rien, et bien souvent le parti irlandais, fatigué d'attendre, était près de l'abandonner. L'ame droite et loyale de lord John Russell fléchissait quelquefois sous cette tâche ingrate, et il le rappelait l'autre jour dans le plus noble langage : « Ç'a été pour moi, disait-il, et ce sera toujours pour moi une consolation, que ce peuple généreux et cordial, voyant que nous voulions réellement son bonheur,

nous ait récompensés en nous accordant un degré inusité, peut-être immérité, de confiance. Bien souvent je me suis pris à hésiter en voyant que nous ne pouvions rien faire pour eux et qu'ils continuaient à avoir confiance en nous ; bien souvent je me suis demandé s'il n'était pas de notre devoir de leur dire franchement ce qui en était, de leur dire que nous n'étions pas dignes de leur confiance. »

Et pourtant, monsieur, les Irlandais ont eu confiance jusqu'au dernier moment. Mais la croisade anti-irlandaise et anti-catholique avait encore plus de succès au dehors qu'au dedans du parlement. C'était dans les églises, c'était dans les meetings, dans Exeter-Hall, dans les journaux, plus encore que dans les chambres, qu'on excitait et qu'on soulevait les sentimens nationaux et protestans de l'Angleterre. Les Irlandais étaient des sauvages moins civilisés que ceux de la Nouvelle-Zélande ; leurs prêtres étaient des « brigands en surplis », qui faisaient du confessionnal une école d'assassinat, la reine était ouvertement menacée, et on lui rappelait son serment ecclésiastique. Tout cela réussit, monsieur ; le vieux levain protestant fermenta de nouveau sur tous les points de l'Angleterre ; le jour des élections arriva, l'église entra dans la lice avec toutes ses forces, et le gouvernement whig, c'est-à-dire l'Irlande, fut balayé comme par un coup de vent.

C'est là, monsieur, qu'il faut aller chercher la source, ou du moins la cause la plus immédiate du soulèvement qui se fait aujourd'hui en Irlande contre le gouvernement tory. Il faut bien se souvenir que les dernières élections ont été faites surtout par le parti de l'église dominante contre le parti de l'Irlande, et non pas précisément du catholicisme, mais de l'égalité religieuse. C'est

l'Irlande, plus que le parti de la réforme, qui a été vaincue dans les élections, comme elle le fut autrefois par l'invasion.

Vous étonnez-vous maintenant que l'Irlande soit de nouveau remuée jusqu'aux entrailles ? Ce gouvernement, quoi qu'il fasse, avant même qu'il agisse, n'est-il pas déjà à ses yeux une personnification nouvelle de la conquête ? C'était là ce qu'il fallait comprendre, c'était là ce que devait voir sir Robert Peel. Il devait se hâter de détromper l'Irlande, de lui montrer que les conservateurs d'aujourd'hui n'étaient pas les tories d'autrefois. Il devait avancer, et il s'est borné à ne pas reculer. Il n'a pas su avoir en Irlande le rare courage, l'éclatante audace qu'il a montrés en Angleterre. Cet homme qui, aux prises avec l'aristocratie territoriale, l'aristocratie monétaire et l'aristocratie ecclésiastique de son pays, a su faire plier toutes les volontés rebelles devant sa volonté et devant la perspective d'une banqueroute, n'a pas su dompter la turbulente minorité protestante et orangiste qui domine la camarilla de Dublin. Il a tout osé en Angleterre ; il n'a rien osé en Irlande. Mal lui en a pris. Sa difficulté, la difficulté proverbiale, est revenue le prendre comme par surprise ; elle a reparu sous la forme très visible et très palpable de M. O'Connell entraînant sur ses pas une bien autre queue que celle qu'il avait dans la chambre des communes, une queue de plusieurs millions d'hommes.

Je ne veux pas exagérer l'importance, ou du moins la signification du mouvement qui se fait aujourd'hui en Irlande. Je vous dirai tout d'abord que je crois le rappel de l'union absolument et radicalement impossible, et je crois que cette conviction est partagée par quiconque a tant soit peu étudié les affaires de la Grande-Bretagne.

Il y a quinze ou vingt ans, M. Canning s'écriait : « Révoquer l'union ! autant rétablir l'heptarchie ! » Proposer dans la chambre des communes la séparation de l'Angleterre et de l'Irlande, c'est comme si on proposait dans notre chambre des députés le rétablissement de la langue d'oil et de la langue d'oc, ou du royaume de Provence, ou des états de Bretagne, en un mot le démembrement de la monarchie. Placée entre le continent américain et le continent européen, la Grande-Bretagne, le royaume-uni, ne peut se maintenir que par la concentration de toutes ses forces dans une seule main. Demander à l'Angleterre le démembrement de l'union, c'est lui demander le suicide.

Le parlement anglais n'accordera jamais le rappel. Il ne reste donc à l'Irlande, si elle veut l'avoir, que la ressource des armes. C'est ici que l'Angleterre répond : Quia nominor leo. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les forces respectives des deux partis pour voir que l'Irlande ne pourrait tenir un seul instant contre l'énergie supérieure de la race anglaise. D'abord l'Angleterre aurait pour elle l'immense avantage de l'unité. Il ne s'agit plus ici de réforme politique, de liberté religieuse ou d'égalité civile ; il s'agit d'une question nationale. Dans la grande lutte qui précéda l'émancipation des catholiques, les Irlandais avaient pour alliés tous les libéraux d'Angleterre ; dans une guerre de peuple à peuple, ils auraient contre eux tous les partis. L'Angleterre seule serait déjà trop forte pour l'Irlande ; mais l'Angleterre, monsieur, n'est pas seule. Elle a au cœur même de l'Irlande, un point d'appui solide et profondément enraciné. La population y est divisée en deux parties, différentes par le sang, par la religion, par le caractère, par l'histoire. Au fond s'agite et murmure la vieille race celte, la race dépossédée, décimée et opprimée, et au-dessus d'elle surgit et domine la race saxonne et conquérante. La pre-

mière est la plus nombreuse, la seconde est la plus forte. Il y a en Irlande sept millions de catholiques contre un million de protestans, mais la minorité possède la terre, l'argent, les armes ; elle a la discipline, l'organisation, elle a une civilisation plus avancée, elle a enfin l'Angleterre. C'est déjà une question de savoir si le parti anglais et protestant en Irlande ne serait pas seul de force à balancer tout le parti national et catholique.

Le rappel n'est pas possible, et s'il l'était, serait-ce véritablement un bien pour l'Irlande ? Je ne le crois pas. Cela est triste à dire, mais n'est malheureusement que trop vrai : l'Irlande n'est pas capable de se gouverner seule. Dieu me garde d'insulter à la fortune d'un peuple généreux et malheureux ! Ce ne sont pas les Irlandais que j'accuse, c'est l'oppression qui les a faits ce qu'ils sont. Ce qu'il y a de plus funeste dans la tyrannie, c'est qu'elle dégrade celui qu'elle écrase, plus encore qu'elle ne déshonore celui qui l'impose. Les hommes de l'esprit le plus libéral sont eux-mêmes forcés de reconnaître cette sorte d'infériorité morale du peuple irlandais. « Eh quoi ! dit M. Gustave de Beaumont, l'on ne comprend pas que six cents ans d'esclavage héréditaire, de misère matérielle et d'oppression morale, aient altéré tout un peuple, vicié son sang, avili sa race et dégradé ses mœurs. L'Irlande a subi le régime du despotisme, l'Irlande doit être corrompue ; le despotisme a été long, la corruption doit être immense. » Voilà la vérité ; elle est pénible à entendre, mais à quoi bon la dissimuler ? Que ferait l'Irlande d'un parlement national ? Elle en a eu un autrefois, et il n'a été qu'un modèle de corruption. À chaque session, l'Angleterre l'achetait argent comptant. Ce fut lui qui, honteux Ésaü, vendit aux enchères sa part de liberté et l'indépendance de sa patrie. On sait le prix, le prix exact que l'union coûta à l'Angleterre dans la première année de ce siècle. Une in-

demnité de 375,000 fr. fut promise à tous les membres du parlement irlandais propriétaires de bourgs pourris ; le gouvernement anglais en eut pour 31 millions de francs, mais le 26 mai 1800, l'acte de l'union législative fut voté à Dublin par 118 voix contre 73.

Abandonner l'Irlande à elle-même, ce serait la livrer à l'anarchie ; lui rendre un parlement indépendant, ce serait lui donner une boîte de Pandore d'où sortirait bientôt la guerre civile. Admettons pour un moment que l'union soit détruite, mettons l'Angleterre en dehors ; que reste-t-il ? Trouvons-nous une nation unie, compacte, une seule religion, une seule race ? Non. Il reste l'Irlande coupée en deux, partagée entre les Celtes et les Saxons, entre les catholiques et les protestans, entre les propriétaires et les fermiers. Si les deux populations distinctes, si les Anglais et les Irlandais pouvaient être confinés dans leur île respective, alors sans doute le rappel pourrait donner une sorte de paix à l'Irlande ; mais, comme l'a remarqué avec raison un écrivain anglais, dans les conditions actuelles, le rappel ne ferait que mettre aux prises deux portions hostiles et incompatibles de la population sur leur propre sol. Dans toutes les guerres sanglantes qui ont ravagé l'Irlande, sous Charles I, sous Cromwell, à la bataille de la Boyne, à toutes les époques, ce n'était pas entre les Anglais et les Irlandais, c'était entre les enfans du même sol, entre les Irlandais Celtes et les Irlandais Saxons que régnait la plus grande animosité et l'inimitié la plus sauvage. Cette situation n'a pas changé ; il y a toujours deux nations en Irlande. Le parti irlandais est trop nombreux pour être entièrement subjugué par le parti anglais ; celui-ci est, à son tour, trop bien discipliné, trop vigoureusement trempé pour être dompté par le nombre : de sorte que

la lutte, une fois engagée, se prolongerait éternellement, et que l'Irlande reviendrait à l'union comme à un port de refuge.

Telles sont, monsieur, les raisons qui me semblent prouver, d'abord que le rappel de l'union est impossible, ensuite que, s'il était possible, il ne pourrait être que nuisible à l'Irlande elle-même. Les deux pays ont un intérêt commun à rester unis ; l'Angleterre, sans l'Irlande, tomberait au rang d'une nation de quatrième ordre ; l'Irlande, sans l'Angleterre, serait privée du seul arbitre qui puisse maintenir la paix entre les deux élémens irréconciliables de sa population.

Qu'est-ce alors que le cri de rappel ? C'est une machine de guerre, c'est un bélier dont se sert M. O'Connell pour battre en brèche la forteresse du protestantisme. Ce n'est pas un but, c'est un moyen. Cependant c'est ici qu'est le danger. M. O'Connell est allé trop loin pour reculer, et je ne vois pas, je l'avoue, quelle peut être l'issue du mouvement qu'il organise aujourd'hui. Je comprends bien où pouvait et où devait le mener l'agitation en faveur de l'émancipation des catholiques : c'était là une mesure praticable, et elle a été réalisée ; mais le rappel, c'est la chose impossible, et quand je vois M. O'Connell engager irrévocablement l'Irlande dans cette voie, je confesse que je ne sais pas comment il en sortira. En ce moment, plusieurs millions d'hommes n'ont qu'un seul vœu dans le cœur, une seule idée dans l'imagination, un seul mot sur les lèvres, le rappel ! Leur chef, leur maître, l'homme dont une parole les soulève, dont un signe les calme, ne les retient dans l'ordre qu'en leur disant : Attendez, vous l'aurez. Mais ne peut-il pas venir un jour où ils se lasseront d'attendre, où ils lui demanderont compte de ses promesses, et où lui-même peut-être, se voyant poussé à l'extrémité, se jettera la tête la première

dans une entreprise dont il sent la démence ? Les chances de collision grandissent de jour en jour ; les vieux souvenirs, les haines héréditaires se réveillent ; les spectres des martyrs et des persécuteurs sortent de la poussière des anciens champs de bataille, et l'odeur du sang commence à monter à toutes les têtes. Voyez comme il a suffi l'autre jour de la violente sortie d'un journal pour mettre en déroute la bourse de Londres ! C'était un appel aux armes, c'était le vieux cri des guerres religieuses : Israël, à vos tentes ! Et au même moment, cinq mille orangistes irlandais saccageaient un village catholique. C'est une chose remarquable que les premières mesures de répression qu'ait prises le gouvernement tory aient été dirigées contre son propre parti. Pendant que le ministère offre 100 louis de prime à qui fera saisir les coupables, M. O'Connell n'a qu'à dire un mot pour que les flots du peuple rentrent dans leur lit. Pourra-t-il toujours les contenir ? Quand l'appel aux armes tombe du haut des chaires, quand le signal de l'action part des bouches que le peuple est habitué à révérer, sera-t-il assez fort pour résister au torrent ? Ce que l'agitation actuelle a de plus grave, c'est que le clergé presque tout entier, depuis le prêtre de campagne jusqu'à l'évêque, s'y est rallié sans réserve. Les prédications de la ligue pâlissent devant les harangues brûlantes que les évêques irlandais adressent à leurs ouailles. Écoutez l'évêque d'Ardagh : « Je défie, disait-il, tous les ministres anglais d'arrêter l'agitation dans mon diocèse. Si on nous empêche de nous rassembler en plein air, nous nous retirerons dans nos chapelles, et nous suspendrons toute autre instruction pour prêcher le rappel. S'ils assiégent nos temples, nous préparerons notre peuple aux circonstances, et s'ils nous traînent à l'échafaud, nous lèguerons, en mourant, nos griefs à nos successeurs. Qu'ils viennent, s'ils l'osent. Je ne suis rien, je suis un en-

fant du peuple, et je m'en fais gloire. Je ne dois rien à l'aristocratie, et je n'ai pour elle qu'un mépris sans bornes… » Un autre évêque, celui de Killaloe, disait aussi : « Dieu tout puissant ! je crois qu'ils nous menacent de la guerre. En vérité, ils connaissent bien peu le peuple d'Irlande. Ne voient-ils pas que, dans l'état où il se trouve, la guerre ne peut avoir de terreurs pour lui ! » Et deux à trois cents mille hommes applaudissent avec enthousiasme à ces sorties passionnées, et la presse nationale y fait écho dans un langage aussi violent. « Il y a quelque chose dans l'air, disait un journal de Dublin ; nous touchons à une crise. Les nuages se sont accumulés pendant long-temps, et on disait : Oh ! c'est un grain, cela passera ! mais voici que l'orage envahit le firmament. Le cœur de l'Irlande bat plus vite. Surveillons la tempête, mesurons nos forces et préparons-nous.

La presse protestante répond de son côté : « On nous a jeté le gant ; il est temps d'agir. Le triomphe de Rome en Irlande non-seulement éteindrait la lampe de vérité dans cette malheureuse terre, mais amènerait bientôt la submersion du monde entier dans les ténèbres du papisme. Nous ferons notre devoir. »

Peut-on raisonnablement croire que de semblables provocations resteront sans effet sur une population aussi inflammable que celle de l'Irlande ? Ne suffit-il pas d'une étincelle pour mettre le feu à tous ces élémens qui fermentent ? L'Angleterre sent le péril. Son gouvernement envoie chaque jour des troupes et des munitions en Irlande ; la bourse, cet infaillible thermomètre, s'agite et suit l'orage. On ne croit pas à une révolution, mais on craint une révolte. L'Angleterre sait bien qu'elle est la plus forte mais elle sait aussi qu'en frappant l'Irlande, elle se frapperait elle-

même, et que de telles victoires lui coûteraient aussi cher que des défaites.

Quoi qu'il arrive, monsieur, soit que l'agitation du rappel se maintienne dans les limites de la constitution, soit qu'elle en sorte et se change en insurrection, elle n'en est pas moins, d'une manière ou de l'autre, un immense embarras pour le gouvernement anglais. Un tiers du royaume-uni ne peut rester en état de révolte pacifique, si l'on peut parler ainsi, sans que la sécurité de l'état et les intérêts généraux en soient profondément altérés. D'un autre côté, tant que M. O'Connell se maintiendra lui-même et maintiendra son parti dans les bornes de la légalité, le gouvernement n'a pas le droit de l'inquiéter. Depuis le commencement de sa carrière politique, M. O'Connell a toujours eu une tactique uniforme ; il a constamment cherché à mettre le gouvernement dans son tort, à lui faire prendre, aux yeux du public, l'initiative de l'agression. Cette fois encore, il a réussi. Ainsi, le chancelier d'Irlande a destitué des magistrats parce qu'ils avaient assisté à des meetings tenus pour le rappel. À nos yeux et dans nos mœurs, rien de plus naturel, rien de plus juste ; mais, dans la Grande-Bretagne, le droit de pétition et le droit de se rassembler pour pétitionner font partie intégrante de la constitution. Le nombre ne fait rien à la légalité ou à l'illégalité des réunions. Il est parfaitement légal aussi de discuter le rappel de l'union, car l'union a été faite par un parlement, et peut être défaite par un autre. Il est bien clair que les meetings violaient l'esprit de la loi, mais ils n'en attaquaient pas la lettre, et c'est toujours derrière la lettre que se retranche M. O'Connell.

Sir Robert Peel a évidemment affaire à forte partie. Le diable, quand il venait tourmenter Luther dans ses rêves, et argumenter

avec lui en disant : « Et moi aussi je suis logicien, » n'était pas plus embarrassant qu'O'Connell venant troubler le sommeil du premier ministre, et lui disant : « Et moi aussi je sais mon droit. » Rien n'est plus curieux, plus intéressant que d'assister à la lutte de ces deux hommes, tous deux très expérimentés, très fins, très rusés. O'Connell est toujours, passez-moi le mot, à cheval sur la loi. On a dit de lui qu'il conduirait une voiture à quatre chevaux à travers la constitution sans rien toucher. « Je déclare, disait-il l'autre jour, je déclare à sir Robert Peel et au duc de Wellington que j'observerai la lettre de la loi et l'esprit de la loi. Je me tiendrai dans les plus strictes limites de la légalité ; aussi long-temps qu'on me laissera un point dans la constitution où je puisse placer mon pied comme sur le point d'Archimède, j'y maintiendrai la liberté de mon pays. Nous sommes prêts à rester sur le terrain constitutionnel ; mais si on nous force à en sortir, alors vae victis. »

Un autre jour, on envoie des troupes pour surveiller le meeting. O'Connell leur fait l'accueil le plus cordial, les plaint de la peine inutile qu'on leur donne, puis il dit : « On envoie trente mille soldats en Irlande ! tant mieux, ce seront trente mille shillings par jour qu'ils y laisseront. Mes amis, trois hourras pour la plus brave armée du monde ! » Puis il ajoute : « Nous sommes trop sûrs du succès pour nous mettre au pouvoir de nos ennemis en violant les lois ; nous savons bien quel avantage nous leur donnerions. Mais pourquoi parler de ces choses oiseuses ? Nous sommes trop bons garçons pour faire la guerre à qui que ce soit. »

C'est toujours ainsi qu'on le retrouve, toujours protestant de son respect pour la loi, et de son amour de la paix. En même

temps, il paralyse la marche du gouvernement, et il peut prolonger cette situation aussi long-temps qu'il le voudra. Il peut puiser dans l'arsenal de la chicane des modes d'association et des procédés d'organisation que la loi ne puisse atteindre. Il peut forcer le gouvernement à entretenir une force considérable en Irlande, et se conduire de telle manière que les régimens anglais restent l'arme au bras à le regarder faire sans pouvoir l'interrompre. C'est là son but, son plan de campagne : embarrasser le gouvernement, le harasser, jeter des bâtons dans les roues du char de l'état, être incommode, être inévitable, et, avec tout cela être parlementaire ; avoir toujours le bras levé et ne jamais frapper. Quel géant, quel titan que cet O'Connell ! Jamais les temps antiques, jamais l'histoire d'aucun peuple n'ont vu un tribun de cette taille. Ne croyez pas qu'en vous le montrant surtout comme un légiste, je veuille amoindrir les proportions de cet homme extraordinaire, car je ne sais qu'admirer le plus en lui, ou de cet instinct éminemment pratique qui lui a fait faire de si grandes choses, de si grands actes, ou de cette éternelle verdeur de cœur, de cette incomparable abondance d'imagination qui font de lui un poète du premier ordre. Quelle verve intarissable ! Quelle variété infinie ! « Mes bons amis, disait-il l'autre jour, on m'a destitué. Me trouvez-vous changé ? Suis-je plus maigre ? » Une autre fois il débute en disant : « Mes amis, je viens vous apprendre une bonne nouvelle, et vous dire que je suis bien content d'avoir appris à lire quand j'étais jeune ; car tout à l'heure, en passant sous un arc-de-triomphe élevé pour vous, j'y ai lu ces mots : Les hommes de Tipperary ne seront jamais esclaves. » Ou bien encore quand il parle des catholiques anglais : « J'ai émancipé ces gens-là, dit-il, et j'en ai grand regret. Vous vous souvenez tous de 1829. C'est l'année où je mis à bas la suprématie protestante. Les catholiques anglais

avaient alors besoin de nous ; ils ne pouvaient s'émanciper sans nous. C'était pour eux aussi difficile que de faire danser une borne milliaire au son du flageolet. » Voyez avec quelle grace il parle de sa jeune reine qu'il appelle le cushla-ma-chree, le battement de cœur de l'Irlande ! Voyez dans quels termes magnifiques il célèbre la pauvreté glorieuse et les mélancoliques destinées de son église !

« Le peuple est avec vous, dit-il aux évêques ; il ne vous a jamais trahi, parce que vous lui avez toujours été fidèles. Le peuple a partagé joyeusement son morceau de pain avec ses prêtres, il leur a payé en dévouement et en respect ce qu'il ne pouvait leur payer avec des biens terrestres. Où trouverez-vous une hiérarchie pareille à celle de notre église ? Nous avons été dépouillés, persécutés, proscrits, le Saxon a répandu la désolation sur notre terre natale, et cependant, semblable aux superbes temples de Palmyre qui s'élèvent dans le désert, la hiérarchie d'Irlande apparaît toujours avec ses éblouissantes colonnes, les pieds sur la terre, la tête dans les cieux. Les églises ont été ravagées, les ornemens d'or ont été ravis, les murs mêmes ont été renversés, et toujours la hiérarchie surgit majestueuse, puissante et magnifique, comme les songes des archanges qui vivent dans cette éternité au sein de laquelle elle nous mène. Ah ! je bénis la persécution, car elle a fait notre église plus belle et plus sainte. Les autels sacrés de la liberté s'élèveront sous ses portiques, et la jeune Irlande, l'espérance de la patrie, grandira sous son ombre en force et en vertus. »

N'est-ce pas là un poète ? un prophète frémissant sur le trépied ? Ne vous semble-t-il pas entendre, les divins chœurs d'Ahtalie :

Où menez-vous ces enfans et ces femmes ?
Le Seigneur a détruit la reine des cités ;
Ses prêtres sont captifs, ses rois sont rejetés ;
Dieu ne veut plus qu'on vienne à ses solennités.
Temple, renverse-toi ! Cèdres, jetez des flammes !
.....

Quelle différence y a-t-il entré Joad déplorant les fortunes tombées de Sion et O'Connell racontant les malheurs de l'Irlande, sinon que le libérateur, comme on l'appelle dans sa patrie, pleure de vraies larmes sur de vraies douleurs ? L'histoire ici dépasse la poésie, la réalité fait pâlir l'invention. O'Connell est grand parce qu'il représente de grandes douleurs. Il est le poète ; mais la poésie, c'est l'Irlande, c'est la verte Érin secouant la rosée de sang et de larmes qui couvre ses collines, first flower of the earth, first gem of the sea, la première fleur de la terre, la première perle de la mer.

Changez O'Connell de place, transportez-le par exemple à Mâcon, département de Saône-et-Loire, chef-lieu, préfecture, etc., dans le jardin anglais ou potager de M. Bouchard, et le charme est détruit, parce que la vérité n'est plus là. La différence entre les meetings d'Irlande et les meetings de Mâcon est assez bien caractérisée par la disparité des lieux de la scène et des accessoires. O'Connell est en plein air, il montre avec orgueil ses lacs et ses montagnes, et l'horizon sans bornes ; à Mâcon, nous avons des tentes, des guirlandes de feuillage, des décorations mobiles comme on en trouve dans le passage Choiseul pour faire des théâtres de société. À Mâcon, cent cinquante personnes reconduisent chez lui leur député, et on lui donne sous ses fenêtres une sérénade avec des solos de femmes et d'hommes (sic). En Ir-

lande, O'Connell entraîne sur ses pas trois à quatre cent mille hommes, femmes et enfans. « On prétend, dit-il, que je ne puis pas me faire entendre. Je suis sûr qu'il y a plus de cinquante mille personnes qui entendent chaque mot que je dis, bien plus encore, car je m'aperçois que ma voix va jusqu'à l'autre extrémité de la foule. » Hier encore, il s'écriait « Y a-t-il un orchestre par ici ? Jouez-moi le God save the Queen ! » Et aussitôt une douzaine d'orchestres font à la fois la plus fantastique explosion. À Mâcon, on félicite quelques centaines d'auditeurs, d'avoir bravé les intempéries de la saison. « Quelle glorieuse chose, s'écrie O'-Connell, quelle glorieuse chose c'était que la tempête cette nuit ! Le temps était sombre ce matin, mais je vois que rien ne peut refroidir votre ardeur. »

Que Dieu me préserve, monsieur, de déprécier injustement les progrès que peuvent faire nos mœurs politiques. Je crois certainement qu'elles ne sauraient que gagner à ces manifestations publiques, à ces communications entre les masses et ceux qui font les lois pour elles. Mais le malheur est qu'on a voulu transformer un incident assez ordinaire en un grand évènement. Parce que M. de Lamartine a fait un discours où tout le monde pouvait prendre sa part, depuis le républicain jusqu'au conservateur, ce n'est pas une raison pour dire que la représentation nationale a changé de résidence, et que Rome n'est plus dans Rome. M. de Lamartine a l'esprit trop élevé pour se laisser prendre à de pareilles amplifications, de même qu'il doit avoir trop de bon sens pour croire que sa position politique ressemble à celle d'O'Connell. Aussi, avez-vous vu comme il s'en défendait lui-même, et de la meilleure foi du monde, je n'en doute pas. O'Connell sait ce qu'il veut ; il a au suprême degré l'esprit pratique, et il est populaire parce qu'il est clair. M. de Lamartine ne peut être populaire

que parmi les classes lettrées ; les habitudes de son esprit le portent trop vers les abstractions pour qu'il puisse mordre sur les masses. Vive le roi ! ou vive la république ! cela est clair, cela est net. Hurrah pour le rappel ! cela a un sens, cela peut se crier. Mais essayez donc de loger dans la tête du peuple une phrase comme celle-ci « À l'accomplissement régulier et pacifique des destinées de la démocratie ! » C'est un peu long ; c'est trop difficile à retenir, outre que ce n'est pas toujours facile à comprendre.

Et d'ailleurs, monsieur, y a-t-il place en France pour un O'Connell ? Où donc est notre Irlande ? O'Connell est le représentant, le soldat et le vengeur d'une race opprimée, d'une religion proscrite, d'une terre conquise. Qu'avons-nous, que pouvons-nous avoir de semblable en France ? M. de Lamartine ne dit-il pas lui-même : « Rien ne nous empêche plus de composer une seule et même famille… La révolution de 89 a enlevé toutes les barrières qui nous séparaient en trois ou quatre peuples différens, l'égalité des droits entre tous a produit enfin ce qu'elle devait produire : l'uniformité de patriotisme et la fusion de tous les intérêts en un intérêt commun. »

Résignons-nous, monsieur ; il n'y a pas chez nous matière à tribun. Nous ne pouvons pas avoir un O'Connell, parce que, Dieu merci ! nous n'avons pas une Irlande. Contentons-nous de la médiocrité de nos malheurs, et ne regrettons pas que les imperfections de notre état social ne soient pas de nature à prêter au dithyrambe. Acheter un O'Connell au prix d'une Irlande, ce serait le payer un peu cher, dût-il être M. de Lamartine.

****

Sources et licence

Texte : https://fr.wikisource.org/wiki/Affaires_d%E2%80%99Irlande. Domaine public ; transcription Wikisource CC BY-SA 4.0. Mise en forme : lire-gratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.